

Article original

La gestion foncière au bord du fleuve Chari - Logone et la dégradation des tissus socioéconomiques

Vincent De Paul ALLAMBADEMEL et Mahamat FOUDDA DJOURAB

Université de N'Djaména, Tchad

***Auteur correspondant**, E-mail : alavin2paul@yahoo.fr

Article soumis le 30/05/2020, accepté le 20/12/2020 et publié le 31/12/2020

Résumé : La corniche du fleuve Chari-Logone occupée depuis fort longtemps par les riverains des communautés diverses, utilisant ces fleuves pour leurs subsistances et la pérennité de leurs communautés. Cet espace négligé voire ignoré dans le passé devient un objet de convoitise et parfois source de conflit. Le long du fleuve Chari- Logone, de Karkandjiri jusqu'à Gormondjo, sont devenus des propriétés des personnes externes aux localités. Il arrive que les anciens, c'est-à-dire ceux qui ont l'habitude d'exploiter ces endroits se trouvent sans terre car une partie est soit arrachée ou vendue pour telle ou telle raison. Ces faits influent sur la productivité de ses habitants, du fait de manque d'espace d'agricole, de pâturage et même d'habitation. La population finit par devenir étrangère dans son propre village. Ils redeviennent employeurs de celui à qui il a vendu ses terres. Cette situation déstabilise les tissus sociaux et désagrège la performance économique. Par ailleurs il y aura le développement des terreux de frustrations et de déplacement des bras valides qui rendront la localité déserte. Ce travail vise essentiellement à mettre en exergue les difficultés vécues par cette frange de population qui assiste à l'expropriation de ses terres, et contraint par moment à vendre ses terres restantes. Pour parvenir à analyser cette situation, nous avons procédé par une technique d'observation participative et une observation armée. L'entretien avec les personnes ressources ont complété ces différents outils de collecte des données. L'utilisation de ces techniques nous permet de croiser les données en vue de comprendre les mécanismes d'influence qui ont conduit à l'expropriation des terres des paysans des zones lagunaires.

Mots clés : Gestion foncière, fleuve, chari, logone, dégradation, tissu socioéconomique.

Abstract: *The different riversider communities inhabited long time ago on the Chari-Logone river coast use these rivers for their subsistences and the continuity of their communities. This neglected and ignored space in the past becomes an object of desire and sometimes source of conflicts. Along Chari-Logone river, from Karkandjiri to Gormondjo, external people to the area become almost owners. It happens that the formers, that is those who used to farm these areas are landless because a part of it is either taken by force or sold for a given reason. These facts have an influence on the productivity of its inhabitants due to the lack of agricultural space, grazing and even for living. The population becomes finally stranger on its own land. He becomes again an employee of those to whom he sells his lands. This situation destabilizes social fabrics and breaks up economic performance. Otherwise, there will be a development of breeding grounds for frustrations and exodus of valid arms that will empty the locality. This work aims at putting a stress on the difficulties lived by this fringe of population witness to the expropriation of his lands and constrained sometimes to sell the remainings. To manage to analyse this situation, we proceed by participative observation techniques and armed observation. An interview with ressource persons completed these different tools in the collect of data. The use of these techniques enables us to cross datas in order to understand the mecanisms of influences that have led to the expropriation of peasants' lands of these lagoon areas.*

Key words: *land management, river, Chari, Logone, damage, socioeconomic fabrics*

Introduction

Situés au premier arrondissement de la Ville de N'Djaména, les villages tels que : Karkandjiri, Sihéba, Blabline, Djinéné (Jardin), Missekiné, Garmondjo et Mara longent le long du fleuve Chari du côté du Tchad. Ils sont habités par une population cosmopolite vivant en harmonie, depuis plus d'un demi-siècle. Les témoignages du terrain n'ont pas fait mention des crises interethnique ou intercommunautaires, voire interfamiliale. La terre est sacrée et exige par conséquent le respect de code naturel et civil afin qu'il y ait l'harmonie. Cette sacralité conduit les habitants à observer une conduite rigoureuse afin de l'exploiter tout en la protégeant parce que « La terre, base et source de la vie, est sacrée : c'est une entité présente, souveraine et donnée comme telle, ni appropriable, ni aliénable » (Coquery-Vidrovitch : 1983 : 67).

Notons que les différents Boulama (chef de village en arabe local) de ces localités ont maintenu une certaine légitimité qui a participé à cette stabilité entre la population. Depuis 2006 on constate la présence des forces de l'ordre qui sillonnent ces espaces. Nous avons remarqué sur le terrain que les dirigeants du pouvoir en place usent de leurs positions pour obtenir des grands espaces des terres. Ce qui de plus en plus amenuise les surfaces cultivables et habitables au profit de la population desdites localités. Ils ont toujours utilisé les terres pour les pâturages, la culture vivrière et la culture maraichère. Les fleuves et leurs abords constituent pour les populations riveraines un moyen de vie primordial. Les terres qui côtoient la corniche permettent à ces populations diversifiées de pouvoir organiser leur système économique et social tout en utilisant les eaux de ces fleuves. Depuis presque deux décennies, les habitants de la zone allant de Kardjandjiri jusqu'à Mara sont entrain de ne plus appartenir aux villageois riverains. D'abord il y a deux phénomènes qui entre en jeu : à savoir l'influence des personnalités politique et économique qui usent de leurs positions pour bénéficier des grands espaces des terres et d'autre part proposent d'acheter aux prix exorbitants. Ces pratiques conduisent les populations à ne plus avoir des lopins des terres suffisants ne serait-ce que pour l'habitation ou même pour des champs plus vastes comme cela a toujours été le cas dans ces localités. Ainsi, les jeunes sont obligés de se déplacer sous d'autres cieux, ne pouvant rester aux côtés des familles pour les entretenir efficacement et assurer la relève de la nouvelle génération. Ces phénomènes obligent les habitants à être instables et deviennent de plus en plus vulnérables car, n'ayant assez d'espace pour valoriser les travaux champêtres. Ils se reconvertissent en des ouvriers pour travailler auprès des nouveaux patrons qui sont reconvertis en des propriétaires terriens. Ces derniers élèves des troupeaux et par moment, la gestion des cheptels et bovins créent des conflits avec les autochtones qui sont des agriculteurs. Cette question foncière dans ces localités entraine des troubles et menace la quiétude des villages environnants ainsi que la ville de N'Djaména du fait de sa contiguïté avec la commune du premier arrondissement.

Comment la gestion du foncier du bord du fleuve Chari-Logone participe-t-elle à la dégradation des tissus socioéconomiques du premier arrondissement de la Ville de N'Djaména ?

La mauvaise gouvernance du foncier dans les localités situées au bord du fleuve Chari-Logone du premier arrondissement de la ville de N'Djaména, entraîne une déstabilisation du système social.

Déterminer les mécanismes de la gestion foncière au bord du fleuve Chari-Logone qui favorise la dégradation des tissus socioéconomiques.

La gestion de la terre est un problème qui date de longtemps. L'homme reconnaît ses origines par le biais de la terre qui a vu naître ses ancêtres.

1. Le foncier au bord du fleuve Chari -Logone

Dans toutes les sociétés, la terre est un bien qui a un enjeu déterminant dans la vie socioéconomique et politique des hommes. Certains sont propriétaires par droit de sang ou par héritage, d'autres par le biais des matériels et moyens financiers, d'autres encore s'approprient par ce qu'ils ont le pouvoir politique ou religieux.

Les bords des fleuves Chari-Logone n'échappent pas à cette règle surtout que cette partie de terre est très riche (de par sa fertilité, qui se justifie à travers les travaux champêtres, la culture maraîchère et l'abondance des arbres fruits) et devenue de plus en plus rare à cause de (l'urbanisation) l'urbanisation ou l'agrandissement de la ville et de l'augmentation de sa population.

Aussi, les sources des problèmes que vivent quotidiennement les citoyens ont des origines plus ou moins liés à ce patrimoine.

1.1. Les composantes de la rive

La rive est une partie des fleuves qui est composée principalement de la terre sableuse et argileuses propice à l'agriculture. Il n'est pas à démontrer que dans un pays sahélien comme le Tchad, les zones humides sont devenues des denrées rares et chaque citoyen rêve d'y

avoir accès afin de garantir sa vie et celle de sa famille. Espace riche en diversité, on peut y cultiver plusieurs cultures (maïs, tomates, manioc, mil, petit mil, patates, légume) mais aussi construire une maison luxueuse avec une vue sur les fleuves. Sa gestion doit interpeller non seulement les autorités politiques mais aussi religieuses et surtout les acteurs de développement. La gestion des fleuves est une préoccupation qui doit être inclusive, impliquant tous les acteurs. A travers cette méthode, les communautés parviennent à éviter les éventuels malentendus. Elles évitent les risques de conflits. Les composantes de la rive attirent les convoitises de plusieurs structures. Elles font l'objet des études et des recherches depuis plusieurs années. Le fleuve a toujours été un levier de développement aux structures sociocommunitaires. Dans les normes ancestrales des peuples kotoko¹⁰⁶, on transmet les valeurs de préservation du fleuve et de ce qu'il contient.

1-2- Organisation sociocommunautaire

Les riverains s'organisent le plus souvent en groupe pour faire face aux difficultés que rencontrent les membres. Habités aux activités agricoles, ils trouvent toujours les moyens de soumettre la terre à eux pour avoir le rendement qu'il faut pour leur consommation et l'excédent pour la vente afin de posséder ce qui leur manque. Notons que « Le foncier constitue la toile de fond de la quasi-totalité des dynamiques de développement. En effet, la terre sert non seulement de soubassement à toutes les activités humaines mais aussi de lien entre les vivants et les morts. Dans toutes les cultures paysannes, le rapport de l'homme à la terre revêt donc une importance capitale. Mais le développement de l'économie de marché a donné à la terre une valeur marchande qui s'est d'abord imposée dans les sociétés européennes, puis progressivement dans les pays africains, d'abord par le biais de la traite puis de la colonisation. » (Ciza Byerungu, 2015 : 02).

¹⁰⁶ Les kotoko sont les peuples chari qui vivent et se familiarisent avec l'eau. Ils habitent tout le long des fleuves chari-logone. C'est un peuple qu'on trouve à cheval entre le Cameroun et le Tchad.

Les riverains de ces localités précitées ont développé un sens profond du maintien de leur solidarité. Chacun d'eux reconnaît l'autorité des Boulama qui sont des chefs gérant avec le sens de prise en compte des points de vue d'autres habitants des localités. Ils s'organisent dans un creuset de solidarité communautaire. L'on observe ces faits et gestes, à travers la concertation et le partage permanent dont ils font preuves.

Par exemple lors de la saison de pluie, les villageois s'organisent pour pratiquer le 'Nafir' (un laboure collectif exécuté dans un champ d'un membre du village à titre de bénévolat et de soutien, afin d'amoindrir les affres de la culture à l'endroit du citoyen de la localité. Cette forme d'organisation diffère du type d'organisation contemporaine de nos jours avec un statut et un règlement formel. Pour eux c'est la forme d'organisation mécanique utilisée pour l'assistance aux personnes depuis la mise sur pied d'un mécanisme de prise en charge des personnes vulnérables et non vulnérables. Cette organisation devient un outil d'assistance à toute personne vivant au sein de la localité.

La communauté a réussi à fédérer les habitants autour du symbole de solidarité et du bien-être du prochain. Les riverains œuvrent dans le rapprochement quotidien envers les autres en vue d'assurer la pérennité de leur village. Chacun est habitué à promouvoir le sens de partage et de l'échange. Car ils ont assimilé la valeur supérieure de privilégier la chose communautaire. Puisque dans ces localités, la communauté prime sur l'individu. Par conséquent tout le monde se sent acteur pour agir au maintien de la société globale.

1.3. Les mécanismes de leur intégration mutuelle

Dans cette société, on reconnaît la valeur humaine à partir de ce qu'on donne à la communauté. Un homme doit non seulement labourer pour nourrir la communauté mais doit faire preuve de ténacité en exploitant la terre afin d'avoir la disponibilité de la nourriture pendant la saison sèche et la saison pluvieuse. C'est à partir de que ce dernier accumule et de par sa capacité à pouvoir répondre aux exigences de la société que ce dernier s'affirme, en

tant que maillon utile de sa communauté. Tout membre de la société à l'obligation de privilégier la communauté. C'est dans cette optique que chacun des membres répond favorablement à son prochain comme soi-même. Ainsi, le fleuve et les terres autour, participent à la fraternisation des populations et à leur progrès mutuel, de même qu'à la sécurisation des individus. « La sécurisation est un processus visant à garantir, à tranquilliser ou à mettre quelque chose à l'abri du danger. C'est encore un dispositif ou des dispositions, destinés à rendre quelque chose sûre ou plus sûre. » (Byerungu, 2015 : 06). Si la terre des riverains demeure une denrée importante, parce qu'elle demeure le mécanisme de production de leur moyen de vie. Aussi, c'est parce que la vie est sacrée comme la terre héritée des aïeux est autant sacrée. Car, « il faut alors préciser que parmi les copropriétaires, il faut compter les dieux, les morts et ceux qui naîtront. Les vivants n'ont donc pas l'entière propriété du sol, même à titre collectif ; ils n'en ont que la jouissance dans le cadre des règles nées de l'alliance avec les dieux » (Magnant : 1987 ; 82). Par ailleurs, les terres symbolisent le socle de leur unité et de leur sécurité. Les Boulama desdites localités précédemment cités n'avaient pour tradition de vendre les lopins des terres aux hôtes qui manifestent le désir de vivre à leurs côtés. Ce sont les circonstances qui ont forgé ces chefs Boulama à réorienter leurs visions sur le foncier. Traditionnellement ces derniers accueillent et octroient l'hospitalité aux "étrangers" qui sont intéressés par leurs localités. Mais les périodes de pluralisme politique semblent désaxer les pistes de ses populations. La plupart commencent par s'intéresser à la vente des terres héritées de leurs parents. Ces derniers ne pensent pas tellement à léguer à leur tour une bonne part à leurs progénitures. Car, ils seraient trop harcelés par les hautes personnalités et dignitaires du régime en place. Malgré les difficultés de manque de terres constatées, ils s'accrochent à leurs projets socioéconomiques.

2. Le projet socioéconomique des populations riveraines

Les riverains ont très souvent deux activités à savoir la pêche et l'agriculture. Mais la principale demeure l'agriculture. Le fait d'être proche de la ville leur donne souvent le courage de travailler

davantage afin de vendre aux citoyens. Ils initient des projets individuels et des projets collectifs basés sur des groupements. On observe dans les différentes localités, des activités basées sur l'exploitation des terres et des pêches et voire même des fraudes des produits vivriers en provenance du Cameroun qu'ils pratiquent à des moments donnés. Ils sont parfois assistés par les agents agricoles du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage qui les conseillent et les assistent par des engrais chimiques, des semences améliorées, ainsi que des machines d'irrigation.

2.1. Les activités agronomiques

L'agriculture étant une activité dominante, est pratiquée par la majorité et c'est souvent au degré d'exploitation moderne : culture de contre saison. Cette culture est en train de prendre le dessus sur les travaux champêtres traditionnels observés il y a de cela plusieurs décennies. Lorsqu'on interroge les populations riveraines, il ressort que par le passé les plantations se résument autour du petit mil, de sorgho, du maïs et de gombo. Pendant la saison sèche, il y avait des cultures maraîchères qui se pratiquaient à savoir : l'oseille, la tomate, l'aubergine, le piment, etc. Depuis deux décennies, l'on note une baisse de travaux champêtres au profit de cultures maraîchères. Étant donné que les terres dans ces zones commencent par se raréfier les conseillers agricoles ont introduit l'idée de groupement agricole qui est performant malgré qu'il ne parvienne pas à résoudre la totalité des problèmes des habitants. Dans l'ancien temps, presque toute la population pratique les travaux champêtres, par conséquent chacun détient un espace cultivable pour la saison de pluie et un espace pour la culture maraîchère. De ce fait, les activités économiques et sociales sont au beau fixe. Les rendements sont meilleurs. Dès lors que la ville de N'Djaména s'approvisionne de leur rendement agricole. Ce qui amène les habitants à un épanouissement et une bonne santé car, ils s'alimentaient bien et les aliments étaient dépourvus des produits chimiques. Par ailleurs ils avaient les possibilités d'y joindre les activités de la pêche pour augmenter la plus-value de leur économie. Ces performances d'activités d'agricultures permettaient

de maintenir un bon niveau de vie et une bonne santé de la population. Ce, à cause de leur revenu qui permettait de s'offrir facilement le déplacement vers les centres de santé de Farcha, à N'Djaména voire à l'outre frontière à Kousseri au Cameroun. Ces activités agronomiques sont si importantes qu'elles ne peuvent s'effectuer sans appui. Il y a toujours des collaborations interpersonnelles et intercommunautaires et voire inter associative. Ces populations pratiquent certes l'agriculture, mais les produits desdites activités sont écoulés à N'Djaména, mais aussi dans les localités frontalières camerounaises telles que Kousseri, Maltam, Makari, Afadé.

2.2. Le Commerce effectué avec l'appui des populations d'outre fleuve

Notons que les populations africaines transfrontalières ont pratiquement les mêmes origines et se préoccupent des avancés de leurs localités à partir des échanges. Lorsqu'il y a production agricole, les populations intègrent leur stratégie d'écoulement de produit en tenant compte de la population d'outre fleuve. Parce que simplement, c'est des populations qui consomment les produits de ces activités et sont à même d'offrir en retour d'autres produits dont ceux du côté Tchad n'en disposent pas en quantité. Raison pour laquelle, les localités camerounaises deviennent à des moments donnés des sources d'approvisionnement aux localités riveraines du Tchad cité à l'objet de notre recherche. Parmi les échanges commerciaux, on peut énumérer par exemple le sucre, le pétrole, l'essence, le gaz oil, les fruits, les boites de conserve, les textiles, les médicaments, les boissons alcoolisées et non alcoolisées etc. Au-delà de ces échanges, existe un lien sociohistorique entre les habitants des deux rives qui vivent ensemble et gèrent mutuellement beaucoup de leurs activités économiques et sociologiques. On remarque que les activités économiques ont pu renforcer les liens. Des personnes vivant du côté du Tchad comme du côté du Cameroun, disposent des lopins des terres de part et d'autre de la rive. Ces terres ont permis de relever le niveau d'activités économique dû aux différentes formes d'exploitations effectuées sur ces espaces. Force est de

constater de nos jours, les terres ne sont plus disponibles comme par le passé. Ce sont les accaparements des terres, les expropriations, l'influence dans les achats etc. ont ralenti l'éclosion le progrès des habitants, avec pour conséquence la fragilisation du tissu social et économique des localités.

3. Stratégie d'expropriation des terres villageoises et l'affaiblissement des tissus social et économique

D'une manière générale ceux qui ont plus des moyens exploitent les pauvres. C'est dans ce sens que les nouveaux riches s'accaparent souvent des lopins des autochtones qui, pour payer les dettes qui pèsent sur eux acceptent de vendre à vil prix toute leur fortune (la terre) et se retrouvent dans la précarité aiguë et persistante.

Pour pénétrer le milieu, certains passent pour des amis et d'autres comme des saveurs qui sont là que pour le bien. Ils offrent souvent des présents et profitent du degré de vulnérabilité des riverains pour satisfaire leurs besoins. Les présents ou les petits bons qui s'accumulent et s'élèvent au niveau où le pauvre paysan n'a plus les possibilités de rembourser et se tournent finalement vers eux afin de proposer des solutions alternatives.

3.1. Dégradation des activités économiques

Ces dernières années, les agriculteurs ne cessent de rencontrer de problèmes non seulement à cause de l'appauvrissement du sol et de la sécheresse mais aussi à cause d'invasion et des destructions des cultures par les animaux car les bords du logone attirent aussi les bêtes qui viennent s'abreuver et chercher de nourriture.

Depuis trois décennies, les activités économiques de la population ont connu des changements considérables qui impactent sur leur vie socio-économique et leur avenir : on est passé du monde rural au monde urbain avec un système d'accaparement à des terres cultivables d'autres fins urbaines. On assiste de plus en plus aux multiplications des jardins luxueux et surtout l'exploitation à outrance des terres par les nouveaux riches insatiables. Ces derniers

proposent de sommes d'argent assez importants aux autochtones qui ne peuvent pas refuser car ils sont rongés par la pauvreté.

Ces changements conduisent progressivement à l'effacement définitif de l'économie semi rurale des habitants de la corniche.

3-2- La déstabilisation des performances sociales

Il n'est pas anodin de constater que les agriculteurs ne créent plus. Ils n'inventent rien car au lieu de réfléchir sur comment prospérer ils passent tout leur temps à avoir de remords pour la parcelle vendue. L'incertitude d'une vie meilleure joue sur le mental et ne permet pas aux villageois d'être à l'aise afin de mener à bien leurs activités. La production est une activité qui demande la mise en place d'une stratégie efficace et efficiente. C'est à ce niveau qu'on peut comprendre aisément que la pauvreté ne cesse de croître car les producteurs, sont préoccupés plutôt par leur situation de précarité. Le choc est tellement grand qu'il faut un temps afin de rebondir mais en attendant ce moment propice les habitants se trouvent dans l'abîme. La régression de la performance sociale s'observe à travers le niveau quantitatif et qualitatif des de leur vie. De par ses objectifs et la nature des mesures mises en place, la performance sociale doit s'inscrire à plein dans une stratégie de développement durable alliant le souci de l'humain à la recherche de la performance économique. En effet, la stabilité et la vie en aisance implique explicitement la disponibilité de l'individu à se plonger dans l'avenir, ceci implique l'esprit de la créativité et de l'innovation.

Cette situation entraîne évidemment la dégradation de climat social, comme l'augmentation des conflits interpersonnels et le fait de travailler dans les jardins de nouveau acquérant à cause du non accès à la terre cultivable, terre nourricière désormais aux mains des nouveaux possesseurs. Ces derniers règnent en maître et ont la suprématie sur les autochtones et les considèrent comme leurs subordonnés. N'étant pas organisé pour faire face au choc, les riverains ne font que se plonger dans le désespoir. La vie de la population contraint (économiquement) à bazarder leur terre, se trouvent être au centre des préoccupations des chercheurs en

sciences sociales en générale et en sociologie en particulier. En ce qui concerne leur condition de vie actuelles et futures à travers leur alimentation (sécurité, santé, plaisir), leur territoire (résidence, paysages, loisirs, etc.) Les questions des activités économiques et agricoles ne constituent donc pas une affaire classée, achevée ; elles se sont, au contraire, élargies et renouvelées.

3.3. Le système de gestion du foncier et le risque de conflit permanent

S'il y a un problème qui reste jusqu'à présent non réglé, c'est le problème foncier : le droit moderne attribue « la parentalité de la terre à l'Etat » et le droit naturel (non écrit) donne raison « aux premiers occupants ». Ce qui fait que dans les tribunaux nombreux sont les conflits fonciers. Il faudrait une sécurité foncière pour amoindrir les multiples difficultés que rencontrent la population qui pour la plupart évolue en marge des valeurs de l'Etat moderne. De ce fait, il urge de rappeler que « la sécurité des droits foncier est la certitude que les droits d'une personne sera reconnue par les tiers et protégé en cas de contestation spécifique. Si cette sécurité n'est pas garantie, les droits correspondants risquent d'être menacés par des revendications concurrentes et même d'être perdus par suite d'une expulsion »¹⁰⁷. Les propriétaires terriens traditionnels ne sont pas de la culture républicaine. Ils sont demeurés pour la plupart dans le système de gestion avec des perspectives moins efficaces (insuffisance des formations pratiques adaptées au mode gestion actuel). Ils n'ont pu développer des mécanismes de sécurisation des terres à long terme. Cela a entraîné une fragilisation des systèmes ancestraux qui consistent à octroyer des parcelles en tenant compte des générations futurs.

Dans ce prolongement des rives les terres se raréfient ainsi que les espaces de pâturages. Ces différents facteurs sont récurrents dans ces zones et créent des tensions larvées, entretenues. Ces tensions se manifestent par des comportements d'hostilité et de sabotage vis-à-vis de l'autre. Parfois ces derniers constatent des espaces de leurs

¹⁰⁷ (<http://www.fao.org>).

cultes qui sont occupés par les acheteurs. Partout en Afrique au sud du Sahara et particulièrement au Tchad l'organisation de la chefferie traditionnelle a dans son organigramme, un chef s'occupant du foncier dénommé "chef de terre". Ils peuvent être un chef spirituel et cultuel couplé de responsabilité administrative traditionnelle locale. « On trouve partout des prêtres des esprits de la terre, même dans les régions islamisées car l'islam n'a pas complètement effacé les survivances des cultes anciens » (Yoyana et Magnant, 2013 : 198).

Sachant qu'ils sont liés à leurs divinités ancestrales qu'ils soient chrétiens, musulmans ou adeptes des religions africaines. Par exemple les habitants refusent de céder les parties insignifiantes de leurs terres qui se trouvent à l'extrémité du champ de l'autre contrairement au temps passé d'avant 1990. Avec le pluralisme politique, le libéralisme économique et les crises économiques, la plupart a vendu ces terres à des prix très élevés.

Seulement que l'argent n'a pas servi à initier des projets durables. Face à ces phénomènes la précarité a envahi l'environnement et la population développement à cet effet, de comportement de frustration et de résignation. Cela entraîne une distanciation et un effritement progressif des valeurs de la stabilité et de paix au sein de la localité des rives. Dans ces milieux vivent une diversité de communautés par exemple les Kotoko, les arabes de Chari Baguirmi, les Massa, les Kim, les Sara et les Hadjarai.

Cette diversité qui fut une force économique et sociale, est déviée de nos jours par le politique qui a ses tentacules au sein desdites zones pour servir des démarcheurs pour spolier les terres en usage de leur influence. Lorsque ces derniers se trouvent sans aucun espace de terre suffisant pour l'exploitation, il naît un sentiment de jalousie et d'hostilité qui défavorise cohésion traditionnellement vécue.

Conclusion

La gestion foncière est un phénomène qui fait appelle aujourd'hui non seulement, aux juristes, géographes, sociologue et historiens mais aussi aux politologues et élus. Car c'est un tout social qui doit

être traité avec beaucoup de finesse pour éviter tout amalgame. La terre est source de vie, elle donne et accueille l'homme. Autrement dit, l'accès équitable à la terre serait sources de progrès et d'intégration. Il assure la promotion économique et permet à la génération future de la localité de poursuivre la pérennité à elle léguée par leur prédécesseur, qui sont leurs géniteurs. Lorsque les détenteurs du pouvoir politique et économique résident en zone urbaine se déploient dans cette localité située au bord du fleuve Chari et Logone, ils usent de leurs influences pour acheter les terres. Seulement que les habitants étant harcelés par la précarité, cèdent et se retrouvent plus tard dans un désarroi entraînant une dislocation de l'ordre socioéconomique. On constate que la chaîne de pérennisation et de l'évolution de leur valeur aura des difficultés pour se maintenir normalement. Il se traduit alors par des exodes ruraux, ainsi que des frustrations permanentes. Il va falloir que l'autorité politique revienne sa gouvernance en matière de gestion foncière sur plusieurs dimensions.

Bibliographie

Banyara Yoyana Jean et Magnant Jean-Pierre, 2013, *Introduction aux droits coutumiers au Tchad*, Paris, Afrédit.

Ciza Byerungu John, 2015, Problématique de la gestion foncière dans le groupement de Bugorhe, Sud-Kivu, République Démocratique du Congo, in *International Journal of Innovation and Applied Studies*, Vol. 10 No. 4, pp. 1165-1172

Coquery-Vidrovitch, Catherine, 1982, « Le régime foncier rural en Afrique noire », *Enjeux fonciers en Afrique noire*, ORSTOM-Karthala, pp. 65-84.

Magnant Jean-Pierre, 1987, *La terre sara terre tchadienne*, Paris, l'Harmattan.

<http://www.fao.org>